

DE LA GÉOGRAPHIE OFFICIELLE... AUX BIORÉGIONS

Préfiguration d'une géographie alternative

1. Constats initiaux et questionnements

1.1 Critique géographique, possibilités alternatives, perspectives biorégionales

Partant des grands enjeux ayant présidé à l'engagement des Etats généraux de la société écologique post-urbaine[1], **six sujets d'intérêt** ont été collectivement définis en novembre 2020 avec les trente organisations participantes (cf. <https://www.post-urbain.org/>). Ces sujets ont été approfondis **dans le cadre d'ateliers**. Parmi ceux-ci, la décroissance urbaine (et singulièrement métropolitaine), la question sociale dans le post-urbain ou encore le renouvellement des pratiques et des savoir-faire de la terre ont été définis comme des sujets de premier plan.

Dedans, un atelier a vu le jour visant préfiguration d'une **géographie alternative, biorégionale**, car, entre centralisation des pouvoirs, culte des grandes villes, régions démesurées... le découpage et l'organisation (politique, économique, sociale) du territoire français sont le produit d'une **idéologie marquée, celle de l'État central**, et vantent les mérites de la concentration des pouvoirs et des activités productivistes et marchandes. Or, organisation territoriale, découpage administratif, catégories géographiques officielles, indicateurs institués de suivi... **ne sont pas sans lien avec les crises écologiques** de ce jour. Bien au contraire.

Il convient d'en mener l'examen critique et de mettre en débats ces choix géographiques pleinement politiques pour préfigurer une géographie alternative, construite sur des **territoires décentralisés et relocalisés, décroissants et autogérés**, dont l'agencement territorial pourra se construire autour de trois grands communs : **habiter, coopérer, autogérer**.

Ici, alors que le **biorégionalisme** a le vent en poupe et fait l'objet d'abus interprétatifs, il est de notre ressort d'en proposer une version clairement alternative. Sa portée politique initialement radicale est en train de s'amoinrir au fur et à mesure de sa réappropriation dans les discours du champ politique, qui l'adaptent à l'ordre institutionnel en en faisant souvent une maille supplémentaire. Une biorégion doit se positionner **en rupture avec les institutions étatiques et leur expression économique dans l'aménagement du territoire**, national comme local et

régional. Il s'agit par son biais de « réhabiter » des lieux en défendant **polycentrisme, autogouvernement, respect des milieux écologiques**, et donc de dépasser le cadre urbain centralisé et productiviste représentatif de la pensée économique-politique dominante actuelle, mais aussi toutes ses déclinaisons périmétrées, dans d'autres espaces, à d'autres échelles.

1.2 Liste des 12 organisations impliquées dans le chantier

- ADEROC (Objecteurs de croissance Occitanie)
- Archipel des Alizées
- Cap Habitat Coopératif
- Collectif Associations Citoyennes
- Désobéissance écolo Paris
- Habitants de Logements Ephémères et Mobiles (HALEM)
- L'Archipel du vivant
- Miramap
- Notre Affaire A Tous
- Réseau des territorialistes
- Réseau Relier (Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural)
- Technologos

2. Intentions de l'Atelier : bâtir un archipel alternatif à la géographie officielle

Le groupe de travail est né d'une double volonté :

La première est la **création d'un archipel** mettant en réseau **deux grands types de mouvements**, pas toujours liés dans les faits : les résistances et luttes contre le bétonnage grandissant des grands cœurs urbains, contre l'artificialisation croissante des lisières d'agglomération et plus encore contre la destruction écologique des périphéries (infrastructures de transport, agriculture industrielle, grands équipements énergétiques, entrepôts logistiques...) ; ainsi que les formes écologiques de vie alternatives, des utopies pirates aux communautés intentionnelles/existentielles, des éco-lieux revendicatifs aux coopératives intégrales, de la néo-paysannerie aux nouvelles ruralités inventives...

La seconde volonté est, sur la base d'une analyse critique de la géographie officielle et des catégories institutionnelles d'entrée de ce jour, de **proposer une ou des géographie(s) alternative(s) de la société écologique post-urbaine**, par croisement et éclairage de ces deux mouvements. Il s'agit donc de questionner les représentations institutionnelles de l'action politique et collective (« acteur », « ressource », « pouvoir »...), et de penser d'autres formes d'actions écologiques et pratiques démocratiques, à l'aune de la relocalisation, la déconcentration et la décroissance visées par les EGPU, et donc de l'archipel mis en lumière suite à la première volonté. Cette géographie alternative sera étudiée à partir de la **préfiguration de biorégions**, appuyées sur **trois grandes valeurs de communs** : habiter, coopérer, autogérer.

Pour mener cette réflexion, il a semblé pertinent d'adopter un cheminement de pensée qui pourrait s'effectuer en trois temps.

1. Là où centralisation de l'autorité, culte des grandes villes et régions démesurées sont de mise, quelles sont les grandes critiques à adresser à ce jour à l'organisation territoriale, ses découpages administratifs, ses catégories spatiales officielles, au regard des enjeux écologiques et de la perspective du post-urbain ? Quels sont les mouvements de lutte et de résistance susceptibles de développer cette perspective (ex : Soulèvements de la terre) ?
2. Comment réorienter et relocaliser les activités politiques et économiques afin de construire des espaces autonomes de solidarité, en relation directe avec le vivant ? Comment développer des espaces post-urbains, respectueux de leur écologie et où chacun.e ait réellement sa place dans la communauté biotique ? En quoi les formes d'habiter, d'entraide et de coopération, ainsi que d'autogestion défendues en commun remettent-elles en cause concrètement les découpages hérités et les institutions d'aujourd'hui ?
3. En quoi les biorégions conçues comme alternative radicale à la métropolisation incarnent-elles les communs d'une géographie alternative ? Quels sont les exemples saillants et les faux semblants en la matière ? Quels seraient les présupposés des conditions de vies post-urbaines et les ferments d'expériences en la matière pour fonder une géographie biorégionale alternative des cadre et ordre existants ?

3. Proposition des Etats généraux : une géographie alternative pour ré-empuissanter le vivant (avec nous dedans)

3.1 Héritages écologiques, économiques et politiques de la géographie officielle

La dépossession des localités de vie et du vivant avec

Les **échelons administratifs** de la géographie nationale ont une particularité double. D'une part, ils sont amples, marqués par une **expansion croissante** revigorée ces dernières années, avec Métropoles, grandes Régions, intercommunalités dites XXL... et leurs indicateurs officiels (aires urbaines, pôles urbains, aires d'attraction des villes...). Et il en va d'ailleurs de même des institutions locales construites selon des objectifs de grandeur et de masse, fixés nationalement ou à l'échelle européenne. Par exemple, la subvention DJA ne dure que cinq ans avec des exigences en termes de taille d'exploitation et de revenus. La SAFER régule aussi la taille des exploitations.

D'autre part, du fait de cette taille ces échelons ont pour corolaire de multiplier les acteurs et d'**éparpiller les responsabilités** lorsqu'on se rapproche des localités de vie et de leurs enjeux écologiques. Il en résulte un décalage démocratiquement saillant entre le « *local opérationnel* » et des « *échelons stratégiques* » qui polarisent économiquement et politiquement, souvent depuis les grandes agglomérations ou encore les grands desseins européens, **tout en verticalisant les pouvoirs de commandement et en dématérialisant les liens de proximité aux milieux écologiques.**

La dépendance marchande et la délégation des pouvoirs

Cette réalité sert en fait une cause double, à la fois économique et politique : celle de la **polarisation compétitive par la concurrence territoriale**, celle de la **concentration des pouvoirs par la hiérarchie des territoires**. La polarisation compétitive s'exerce par l'agglomération des activités à haut rendement et de plus en plus de populations à hauts revenus dans les grands centres urbains et leurs aires d'influence, en en faisant aussi des capitales économiques pour des méga-régions se voulant concurrentielles. La centralisation politique se réalise sous l'égide de l'autorité régaliennne et des prérogatives d'intervention de l'Etat central, avec ses savoirs-expert de l'ingénierie territoriale, à l'origine d'une véritable **subordination spatiale**.

Le déni démocratique à l'échelle des localités de vie

Il en découle, comme déjà entrevu, un problème premier d'exercice de la démocratie, singulièrement lorsqu'il s'agit pour les populations d'intervenir directement sur l'habiter des lieux de leur vie. La taille démesurée des Régions et des espaces métropolitains crée une **distance politique**, distance inféodée à l'économie mondialisée. Et la dilution décisionnelle corrélative à l'échelle localités amplifie cette limitation de l'action locale. Il y a en fait, par cet effet ciseaux, **dépossession de la puissance et de la capacité de chacun.e à agir directement sur le devenir écologique de son espace de vie**, capacité d'autant plus limitée que, historiquement, notre organisation territoriale ne fait que peu de cas des écosystèmes dans ses découpages finalement très anthropocentrés et urbano-centrés.

Une première ébauche géographique : un archipel d'autres espace-temps du politique

La géographie alternative se doit donc de **défendre un autre référentiel** que celui de la dépossession par la dépendance et le déni. Au croisement, il s'agirait de récupérer la capacité de décider par la **création horizontale et archipélique d'autres espace-temps du politique**, par exemple **autour des sols**, pour redonner leur autonomie aux personnes, leur rendre le pouvoir sur leurs espaces de vie. Voilà pour le dessein premier d'une géographie alternative.

Toutefois, du fait de l'épaisseur des orientations et des compositions historiques de la rationalité du pouvoir centralisé et des intérêts poursuivis pour l'économie de marché, il est encore quasiment impossible ce jour non seulement de critiquer mais plus encore d'envisager le dépassement de cette géographie officielle et son ordre juridico-marchand. Malgré la négation d'autres formes d'économie et, plus encore, de tout exercice réel et direct de la démocratie, malgré la nécessité urgente de se positionner très différemment vis-à-vis du vivant en raison des chocs et bouleversements engagés, la concentration urbaine et l'expansion des périmètres d'intervention continuent d'être des mantras économiques, avec l'Etat central comme parangon politique. Un récit du progrès. Une fiction d'émancipation.

Comment faire pour faire advenir une telle géographie archipélique ?

3.2 Nécessités pour la création d'une géographie alternative

A cette question, plus que l'ajustement de l'organisation territoriale existante, **la déconstruction** apparaît comme un objectif admis de tou.te.s pour sortir des discours dominant sur la croissance et le développement, donc la concurrence et l'attractivité, et ce faisant la polarisation et la centralisation. L'avis partagé est que l'on ne peut pas changer le système, et que dès lors il convient de **changer de système, par une adaptation radicale.**

Pour cela, il convient de combattre quelques institutions au profit d'une meilleur répartition des moyens d'action, et ce à l'avantage des localités de vie. Les institutions visées sont celles dont l'organisation même, et non simplement le fonctionnement ou la symbolique, incarne l'ordre hérité. **En première ligne, l'Etat-nation et sa géographie administrative.**

Pour ce faire, **trois grands registres de propositions** ont été mis en avant, en plus d'un préalable de mise en histoire de la géographie officielle, non seulement pour dévoiler son incidence sur la situation d'aujourd'hui mais plus encore pour épauler sa critique radicale.

Rétrécir l'administration des vies en bloquant les opérations d'équipement

Partant des situations concrètes d'inadaptations décrites de la géographie officielle, l'une des modalités premières est le démantèlement des grandes polarités urbaines et ce **en interdisant toute nouvelle construction, donc artificialisation et bétonisation** (conditions matérielles premières des grandes agglomérations et de leurs densités) **et en visant l'autonomie, notamment par la seule réhabilitation de l'existant.** Le but précis recherché : **rétrécir les institutions** créées pour le développement compétitif des polarités territoriales par les grandes politiques de l'aménagement équipementier, et alors par ce biais technique et matériel combattre les flux croissants, imports/exports, de la mondialisation (conditions premières de la société de consommation visée par l'économie de marché et ses foyers urbains).

Développer une économie du vivant par les biorégions

A cette fin de déconstruction, il y a aussi lieu, face au paradigme développementaliste, de travailler à **une autre répartition des ressources, besoins et actions** sans se soumettre aux variables cardinales de la propriété privée et de la marchandisation réglementée.

Dans le système actuel, on produit en excès pour vendre, mais la monoculture et la spécialisation ne nous permettent pas d'être autonomes. Cela conduit à des situations aberrantes comme des agriculteurs ne pouvant se nourrir et dépendant de l'aide alimentaire. Des **systèmes économiques locaux** restent à construire. Il y a lieu de construire des dispositifs de commercialisation ou échanges alternatifs, des systèmes de mutualisation d'outils à l'échelle d'un milieu écologique et social.

Pour cela, **les biorégions** s'affirment non pas comme périmètre mais comme **référentiel d'empuissantement des localités et de réorganisation des socio-écosystèmes**, et ce par les considérations relatives au vivant, singulièrement à ce que seraient d'autres déterminations et organisations économiques, avec par exemple : **la récupération de ressources comme les terres** agricoles utilisées conventionnellement ou tout simplement laissées en friche (et la photosynthèse nécessaire en situation de descente énergétique), **le soutien à l'habitat coopératif, léger...** notamment par le biais de plusieurs règles juridiques (tels les baux emphytéotiques), ou encore **le déploiement d'une monnaie locale** en phase avec les systèmes de besoins, leur comptabilité et leur satisfaction située (en complément du don)... tout ceci pour faire de **l'autonomie l'étalon de toute biorégion** particulièrement à une époque où les crises climatiques créent des fragilités insoupçonnées.

Intervenir sur les médiations culturelles et leurs imaginaires

Enfin, puisque la géographie officielle puise dans le temps long du productivisme et, dans nos contrées, du capitalisme d'Etat, **le troisième registre engage les superstructures idéologiques** au fondement de l'organisation territoriale actuelle.

Ainsi, le langage, donc **la culture et l'éducation**, doivent s'imposer aussi comme grands registres d'action visant décolonisation des manières de penser et d'être contre le vivant (domestication). **Le langage sur l'habiter est un outil de combat** des référentiels actuels, par exemple pour recréer désir et fierté pour des formes de vie qui ne seraient pas celles, polarisées, de l'économie de marché, et concentrées, de la délégation aux pouvoirs institués. Pour cela, **l'éducation populaire et les pédagogies alternatives** peuvent aider à développer des concepts et outils en vue de se réapproprier les enjeux et questions de l'habiter de la terre, selon d'autres interdépendances de solidarité. Dans ce registre, il y a nécessité de s'appuyer sur **les imaginaires non bridés des plus jeunes** (enfants comme adolescents et très jeunes adultes).

3.3 Les valeurs d'une géographie alternative et les enjeux des communs post-urbains

A ce stade du travail de groupe, trois idées force sont ressorties quant aux **orientations axiologiques d'une géographie alternative**.

Les interdépendances depuis le bas des rapports directs au vivant

En premier lieu, le ré-empuissantement du vivant par la déconcentration et la relocalisation doit permettre une société écologique post-urbaine qui articulerait différentes échelles. En aucun cas la biorégion est un enfermement dans le localisme. Le local que nous connaissons est aussi un héritage de la géographie instituée, celle de l'emboîtement descendant et de la subordination des passions locales à la souveraineté nationale et à la construction de l'Etat. Il s'agit donc bien de défendre **une nouvelle organisation archipélique pluri-scalaires**, avec la

biorégion comme intercession pour la quête d'autonomie, ouverte et réciproque à des initiatives puisant dans d'autres cultures de la nature (ex : capitaux d'autochtonie).

Le soin comme ligne de force du récit politique de l'alternative géographique

Dans cette idée d'ouverture, une deuxième idée-force est apparue : ne laisser personne de côté, au premier chef les plus démunis, les situations de précarité, les classes populaires. Même un atelier est dédié à cet enjeu premier, **la géographie alternative doit ici faire droit à toutes les situations sociales et configurations spatiales existantes**, dans le respect de leurs singularités et de leurs potentialités d'aujourd'hui. Et, dans la continuité du raisonnement, la proposition a été faite de **faire du soin et donc du respect de toutes les formes de vivants, la ligne de force du récit politique de l'alternative géographique**.

L'imagination et le réempuissantement pour une nouvelle éthique de l'altérité par le confédéralisme autogestionnaire

C'est avec ces deux valeurs, d'interdépendance et de soin, que le groupe de travail a entériné la nécessité d'un référentiel de **valeurs communes structuré autour du triptyque habiter – coopérer – autogérer, pour imaginer autrement et empuissanter réellement** en vue d'intégrer de telles nécessités de réouverture au local, de respect des plus dominés et de soin de la communauté biotique dans le cadre d'une **nouvelle éthique de l'altérité**, fondée sur l'ouverture et le partage, les solidarités et l'hospitalités pour tout.es, **sans mystique et fantasmes de nature**. La modalité démocratique d'advenue de ce dessein alternatif par la biorégion serait alors le polycentrisme politique et les **assemblées populaires** du municipalisme et du **confédéralisme autogestionnaire** (sous conditions).

Note :

[1] Départ des grandes villes et installation dans les campagnes, modèles socio-écologiques de la relocalisation et de l'autonomie, sensibilisation à la désurbanisation et savoir-faire de la terre, polycentrisme politique et cadre démocratique, acteurs, métiers et outils au service du ménagement...